

REQUÊTE AU JUGE COMMISSAIRE en revendication

(Art. L.624-9 à L.624-18 - Art. R.624-13 à R.624-16 du code de commerce)

A déposer ou à adresser par LRAR au greffe

(consulter la notice explicative)

Créancier demandeur (Nom, adresse et références)	Mandataire du créancier (Nom, qualité, adresse et références)
Débiteur (Pour les personnes physiques : nom, adresse, n° d'identification*) (Pour les personnes morales : dénomination, siège social, n° d'identification*) * N° SIREN - art. D 123-235 du code de commerce	Procédure <u>Nature du jugement</u> (indiquer s'il s'agit d'une sauvegarde, d'un redressement ou d'une liquidation) <u>Date du jugement</u> Date de l'interrogation de l'administrateur judiciaire (ou du débiteur en l'absence d'administrateur judiciaire) ou du liquidateur judiciaire
Désignation des biens revendiqués (mentionner toutes précisions utiles)	Fondement et recevabilité de la revendication (et liste des pièces justificatives à joindre en annexe)

Emplacement réservé au greffe	
N° de répertoire général	Administrateur judiciaire
Juge-commissaire	Mandataire judiciaire
Date de réception de la revendication	Liquidateur

Entête du revendiquant

Requête à adresser par LRAR
ou à déposer au greffe du tribunal de commerce
à l'attention du juge-commissaire de la procédure (de
sauvegarde, de redressement judiciaire ou de
liquidation)

Références : procédure ouverte à l'encontre de

REQUETE EN REVENDICATION

Monsieur le juge-commissaire,

Par lettre recommandée avec accusé de réception adressée leà
(dont copie jointe), j'ai régulièrement procédé, dans les formes et délais visés aux articles L.624-9 et
R.624-13 du code de commerce, à la revendication du bien suivant m'appartenant :

(désignation, description du bien. Joindre tous justificatifs.)

Faute d'acquiescement de la part de l'administrateur (ou du chef d'entreprise)

Ou

Du fait que l'administrateur judiciaire (ou le chef d'entreprise) conteste le bien fondé de ma demande (*le cas échéant, répondre à l'argumentation développée dans la réponse de l'administrateur judiciaire ou du chef d'entreprise*).

je réitère auprès de vous en votre qualité de juge-commissaire de la procédure visée en références ma demande de revendication aux motifs suivants :

(rappeler les éléments motivant la demande, précédemment développés dans le courrier adressé à l'administrateur judiciaire ou à l'entreprise).

Restant à votre disposition pour toute audience que vous voudrez bien fixer en vue de recueillir les observations des parties concernées, je vous prie d'agréer, Monsieur le juge-commissaire, l'expression de mes respectueuses salutations.

Le

Signature